

Être LGBTQI+ en dehors des centres urbains

Appel à communications

Journées d'étude, 4-5 Novembre 2024

Université de Genève - Université de Lausanne

Résumé

Ces journées d'études, qui auront lieu à Genève et Lausanne sur deux jours, visent à rassembler des communications pluridisciplinaires explorant les spatialités, les pratiques, les caractéristiques, les discours et les répertoires d'action des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, queer, intersexes et plus (LGBTQI+) qui ne sont pas localisées dans les grandes métropoles.

Un premier axe aura pour objet l'étude des modes de vie des individus et leur possible spécificité par rapport à ceux des centres-villes. Un deuxième axe encourage les approches examinant les collectifs militants LGBTQI+ organisés, engagés dans des actions collectives contextualisées, qu'elles se déroulent dans des espaces publics ou privés. Enfin, un troisième axe questionnera et documentera les dynamiques historiques et contemporaines des lieux queer en dehors des centres.

Argumentaire

Ces journées d'étude, réparties sur deux jours entre Genève et Lausanne, visent à appréhender de manière conjointe les rapports sociaux et spatiaux dans les trajectoires de vie LGBTQI+ en dehors des centres urbains. Il s'agit d'explorer les spatialités, les pratiques, les caractéristiques, les discours et les répertoires d'action des personnes lesbiennes gays bis trans *queer* intersexes et plus (LGBTQI+) qui ne sont pas localisées dans les centres des grandes métropoles.

En abordant ce thème, nous souhaitons poursuivre le développement des études sur les sexualités en dépassant ce qui nous semble avoir été longtemps un angle mort. En effet, les enquêtes qui lient prise en compte de l'espace avec des sexualités et identités de genre minorisées demeurent situées dans de grandes villes européennes et nord-américaines (Chauncey, 1994 ; Blidon, 2008 ; Leroy, 2009 ; Cattani et Leroy, 2010 ; Giraud, 2014, Bonté, 2021). Le constat est analogue pour les travaux qui explorent les mobilisations collectives LGBTQI+ : ils se centrent sur les marches des fiertés des grandes métropoles ou sur les festivals *queer* qui y voient le jour (Blidon, 2009 ; Markwell & Waitt 2009 ; Johnston, Waitt, 2015 ; Eleftheriadis, 2018 ; McCartan 2022). De plus, les centres urbains sont théorisés comme des espaces d'émancipation (Eribon, 1999, Louis, 2014), créant une dichotomie forte avec les zones rurales et périphériques.

La frontière qui délimite l'intérieur et l'extérieur des centres urbains est éclairée par la norme de la *gayfriendliness* (Tissot, 2018). Ce concept désigne l'attitude d'acceptation affichée pour les personnes LGBTQI+ par exemple dans le quartier du Marais à Paris. Il s'agit d'un outil de distinction sociale qui trace la limite entre les quartiers qui seraient tolérants envers les personnes LGBTQI+ et ceux qui ne le seraient pas. La seconde catégorie, érigée en antithèse de la *gayfriendliness*, désigne les banlieues et quartiers populaires qui bordent les grandes villes comme Paris, Londres ou Berlin. Les discours homonationalistes (Puar, 2012 ;

Jaunait, Le Renard, Marteu, 2013) reprennent cette dichotomie pour altérer les personnes issues de l'immigration, essentialisées et associées à des espaces comme les quartiers populaires, désignés comme des zones distinctes, supposées obscurantistes (Fassin, 2010 ; Clair, 2012 ; Mack, 2017) et LGBTQI+phobes.

Il ne s'agit pas d'homogénéiser les vécus LGBTQI+ des centres urbains pour autant, les codes de ce « milieu » n'étant pas perçus et vécus de la même manière par toutes et tous. Les recherches portant sur les lesbiennes originaires des pays nord-africains, ou sur les hommes gays noirs montrent que les espaces LGBTQI+ ne sont pas dénués de racisme et d'invisibilisation des personnes non blanches, associées à l'hétérosexualité (Amari, 2018 ; Trawalé, 2018). Ainsi, ces journées d'études visent plutôt à renverser la perspective en se positionnant *depuis* les zones marginalisées et/ou éloignées de la centralité urbaine. Elles ont pour but d'interroger les dynamiques historiques et contemporaines des personnes et groupes LGBTQI+ en les faisant dialoguer avec un positionnement spatial spécifique, extérieur aux centres urbains économiques et politiques.

La notion de « provincialisation de l'homosexualité », proposée par le géographe Gavin Brown nous semble particulièrement heuristique pour entreprendre ce chantier (Brown, 2008, 2019). Elle suggère non seulement d'analyser les vies LGBTQI+ dans les villes moyennes et périphériques, excentrées des centres, mais aussi en retour de provincialiser les études sur les vies LGBTQI+ qui sont historiquement basées sur les vécus dans les grandes métropoles (Stone, 2018 ; Bain, Podmore, 2019, 2020, 2021 ; Brekhus, 2003). Quelles similitudes et différences observées dans l'analyse des personnes LGBTQI+, mais aussi des groupes militants (Quéré, 2022) qui émergent des espaces urbains périphériques ou éloignés des centres ainsi que des zones rurales (Annes, 2012 ; Annes et Redlin, 2012 ; Brown, 2015, 2018 ; Giraud, 2016, 2023 ; Quéré, 2018 ; Zanotti, en cours) par rapport à celles du « milieu » parisien ? Comment la prise en compte de ces rapports sociaux et spatiaux permet-elle de redéfinir et de transformer les études sur les expériences LGBTQI+ ?

Par ailleurs, la notion de « marge », très mobilisée en géographie et études urbaines, éclaire notre démarche. Penser les zones « en creux » ou envisager des espaces « autres » est possible par l'usage du terme, qui se décline tant socialement que spatialement. Nous adoptons une définition large des marges, entendues comme interfaces en friction et en dialogue avec le centre, mais surtout comme des territoires capables de produire des résistances et des innovations endogènes (Depraz, 2017).

Nous invitons les contributions qui décentrent la perspective pour mettre au premier plan les personnes et groupes LGBTQI+ des quartiers populaires, des zones rurales ou péri-urbaines. La prise en compte de la multiplicité des rapports sociaux (de classe, de genre, de race...) qui traversent et façonnent les expériences de ces groupes et individus est particulièrement valorisée.

Ces journées d'étude se veulent interdisciplinaires et encouragent les dialogues via des cadres théoriques et des épistémologies critiques divers (études postcoloniales, décoloniales, théories féministes et *queer*, analyses marxistes) dans les différentes disciplines des sciences sociales. Elles seront l'occasion d'appréhender les enjeux de visibilité et d'invisibilité, de penser des alternatives aux codes de la nouvelle homonormativité (Duggan, 2002 ; Mowlabocus, 2021) et d'envisager la marginalisation sous un prisme social et spatial.

Quelles pratiques spatiales et sociales pour les LGBTQI+ qui vivent en dehors des centres ? Quelles modes de vie, quelles formes de mobilisations collectives et quelles manières de faire lieu sont en jeu dans les territoires périphériques, ruraux ou semi-ruraux ?

Les interventions pourront s'inscrire dans trois axes thématiques. Les propositions peuvent inclure ces thèmes mais n'y sont pas limitées.

Axe 1 : Être LGBTQ+ et vivre en dehors des centres urbains : des modes de vie spécifiques ?

Cet axe souhaite interroger les relations entre les minorités de genre et de sexualité et leurs environnements, en explicitant les modes et styles de vie des minorités de genre et de sexualité des territoires périphériques et les pratiques spatiales en découlant. Comment devient-on lesbienne, gay, bi.e, trans, *queer* en habitant à distance des grands centres urbains ? Quels sont les effets de la marginalisation spatiale et des discriminations raciales sur l'identification homosexuelle ? Comment les normes sociales de genre présentes au sein de ces espaces configurent-elles les pratiques affectives et les représentations, par et sur les minorités de genre et de sexualité ?

Dans un premier temps, des communications pourraient revenir sur les notions de mobilité, d'identification et de visibilité qui concernent les populations étudiées.

En effet, les mobilités sociales et spatiales sont intimement liées. Les travaux sur les classes populaires, mais aussi sur la gentrification ont montré l'importance de les étudier ensemble (Francou 2017). Dans le cas des personnes LGBTQ+, les mobilités sociales ascendantes impliquent des mobilités spatiales et des prises de distance avec la famille (Rault 2018). Les récits de vie homosexuels partent donc souvent de l'idée d'une « fuite vers la ville » (Eribon 1999). Cet imaginaire s'appliquerait particulièrement bien aux personnes habitant les quartiers populaires du fait de l'homophobie supposée qui y régnerait (Fassin, 2010). Ainsi, nous attendons des communications qui questionnent cette idée : quels sont les motifs qui sous-tendent les déplacements ? Les espaces périphériques sont-ils vus comme des territoires homophobes par les minorités de genre et de sexualité sur place ? Est-ce que les rapports de race et de classe jouent un rôle différencié dans ces trajectoires de mobilité ?

En outre, on peut faire l'hypothèse d'une différenciation dans les formes d'identification à la minorité, selon les mobilités sociales et spatiales (Blidon, Guérin-Pace, 2013 ; Rault, 2016). Les LGBTQ+ vivant en quartiers populaires auraient davantage tendance à se représenter la sexualité comme ayant trait au privé (Ravier, 2022). Ainsi, on peut se demander si cette aspiration à l'invisibilité amène à une prise de distance vis-à-vis des identités LGBTQ+ ? Nous accueillerons volontiers les communications qui tentent de saisir comment cohabitent un rapport critique aux identités LGBTQ+ visibles, et l'entretien de ses désirs et pratiques sexuelles.

Dans un second temps, sont encouragées des communications revenant sur la place de la famille, de la religion et des normes de genre en dehors des centres urbains.

En effet, interroger la mise à distance de l'homosexualité et les injonctions cisnormatives imposées par les pairs et la famille (Clair 2012a ; Bonté, 2022 ; Plouvier, 2023b) pourrait permettre de dévoiler les stratégies de contournement développées par les minorités de genre et de sexualité pour faire face aux injonctions à la cishétérosexualité. Questionner la distance avec la famille permettrait de saisir l'interrelation entre les vécus de l'homosexualité par exemple, la loyauté filiale et la solidarité intergénérationnelle, très présente chez les enfants d'immigrés maghrébins (Amari 2018). Sont donc encouragées des communications revenant sur la gestion des injonctions contradictoires, entre un moindre contrôle permettant d'entretenir avec plus de tranquillité son vécu LGBTQ+ et une nécessaire disponibilité auprès de la famille.

Pour autant, et afin de ne pas réduire les vécus minoritaires à l'absence de ressources, et à la gestion permanente, on peut supposer des formes d'acceptation tacite des minorités de genre et de sexualité, qui permettent un entretien de pratiques sexuelles et/ou conjugales, mais nécessitant une gestion du dicible et du visible (Decena 2011 ; Amari 2018). Ainsi, comment le *coming-out* est-il perçu par les LGBTQ+ des territoires marginalisés ? Quels sont les effets des injonctions familiales sur sa réalisation ? Le *coming-out* implique-t-il nécessairement une annonce et une mobilité ?

Globalement, comprendre ses normes et contraintes permettra d'investiguer les modes de vie. Les pratiques amoureuses et sexuelles LGBTQ+ sont-elles donc cachées ? Les espaces extérieurs et masqués comme les parcs, les caves sont-ils surinvestis pour avoir des relations amoureuses et affectives ? En considérant que c'est l'usage qui définit les lieux (Blidon 2007), nous faisons par exemple l'hypothèse de l'existence de lieux gais clandestins, où les individus construisent leurs sociabilités sexuelles dans un espace

et à des occasions précises. Dès lors, les communications pourront questionner les normes majoritaires et la vision du « placard » qu'elles produisent.

Axe 2 : Mobilisations collectives LGBTQI+ : engagement territorialisé ou délocalisé des centres vers la périphérie ?

Cet axe encourage les approches examinant les collectifs militants LGBTQI+ organisés, engagés dans des actions collectives contextualisées, qu'elles se déroulent dans des espaces publics ou privés.

Dans ce cadre, nous envisageons les mobilisations au sens large, incluant celles qui émergent d'associations ou de collectifs plus ou moins informels. Il s'agit de penser les formes d'engagement des personnes LGBTQI+ et la transformation des luttes au-delà des grandes métropoles. En gardant à l'esprit les critiques effectuées à l'encontre de la dépolitisation des marches des fiertés dans les grandes villes européennes (Blidon, 2009 ; Kherbouche, 2022), nous pensons aux formes changeantes que prennent ces manifestations, réinventées, ou mobilisées dans un contexte territorial spécifique (marche des fiertés rurales ou des banlieues populaires en France). Les mobilisations collectives LGBTQI+ ne sauraient pour autant se limiter à l'étude des *prides*.

Nous encourageons les communications qui portent sur les modes d'actions et les répertoires mobilisés, interrogeant la matérialisation des actions collectives, les manières de faire des entités militantes qui s'engagent contre les LGBTQI+phobies. Les revendications sont-elles en lien avec le territoire de l'action collective, adoptant un mot d'ordre actualisé et localisé ou reproduisent-elles par mimétisme celles des centres ? Portent-elles un intérêt aux lois concernant la reconnaissance des couples de même sexe par exemple (Roca I Escoda, 2010) ? Celles-ci peuvent aussi aborder les espaces des mobilisations (Hmed, 2008), explorant les pratiques spatiales des organisations collectives : quels rapports à l'espace public et au territoire local ? Les espaces investis ne sont pas décorrélés d'enjeux de visibilité et prennent aussi en compte les espaces numériques.

Plus largement, les travaux qui s'appuient sur les concepts des études des mobilisations comme les « carrières militantes » (Fillieule, 2020) sont intégrés à cet appel. Ainsi, les recherches qui visent à comprendre qui s'engage et/ou peut s'engager, quelles sont les venues au militantisme dans des contextes de marginalités (Misgav, Hartal, 2019), à quelles conditions et dans quelles configurations elles ont lieu sont les bienvenues.

Enfin, que l'on envisage les mouvements sociaux comme un champ bourdieusien ou un espace (Mathieu, 2012), la dimension de concurrence entre les groupes est cruciale. Il s'agit alors de questionner et d'analyser les rapports entre les entités LGBTQI+ de l'action collective, également entre groupes lesbiens, gais et transgenres (Bouvard, Eloit, Queré, 2023). Quelles sont les collaborations acceptées, sous quelles conditions et quelles formes de concurrence existent dans les espaces marginalisés ? De plus, en faisant dialoguer ces territoires et ceux des centres urbains, il s'agit d'explorer la formation et le délitement d'alliances avec les autres mouvements LGBTQI+ mais aussi féministes (Chauvin, 2005) ou antiracistes qui existent au sein des centres des grandes métropoles.

Axe 3 : Quels espaces fréquenter ? Faire lieu autrement, faire lieu ailleurs ?

Cet axe souhaite examiner les multiples dimensions des espaces LGBTQI+, en explorant à la fois les nouvelles perspectives qu'ils offrent dans le contexte contemporain, mais aussi la dimension historique des lieux *queer* en dehors des centres. Cette redéfinition de l'espace *queer*, par le biais d'une résistance culturelle et d'une exploration artistique et politique, constitue le thème central de cette partie. Nous invitons donc les contributions interdisciplinaires examinant les dimensions sociales, culturelles et politiques des espaces *queer*.

Depuis le texte de Michel Foucault sur les hétérotopies (Foucault, 1984), on voit naître des recherches questionnant les hétérotopies *queer*, qui interrogent les normes spatiales et sociales établies, proposant des

espaces alternatifs qui transcendent les frontières conventionnelles de l'identité et de la sexualité. De même, l'inclusion des personnes LGBTQI+ à l'enjeu du « droit à la ville » interroge sur la place concrète de ces espaces (Duplan, 2022). Ces productions (Ségar, 2023), mais aussi lieux, parfois situés en marge, se présentent comme des territoires dynamiques propices à la diversité, à la contestation et à la réinvention des normes culturelles (Eleftheriadis, 2018).

Ces lieux, historiquement situés au sein de quartiers définis, semblent connaître des mutations, dont notamment leur multiplication en dehors des centres, qui est aujourd'hui une de leurs caractéristiques majeures. En devenant des organisations au caractère rhizomatique, ces espaces viennent questionner ce qu'est un espace *queer* (Cattan, 2012 ; Prieur, 2015 ; Merabet, 2014). Par ailleurs, les vécus lesbiens nous invitent également à repenser la place des minorités de genre et de sexualité dans l'espace public, ainsi que la constitution des espaces LGBTQI+ et leur caractère durable ou éphémère (Clerval, Catan, 2011 ; Borghi, 2016 ; Hunter et Winder, 2019). Nous incitons alors les communications revenant sur l'émergence de ces nouveaux espaces : qui sont les organisateur·rices de ces lieux *queer* « alternatifs » ? Comment l'arrivée de ces événements en dehors des centres urbains (festivals, bars, centres LGBT, ...) vient-elle modifier le paysage urbain et les relations entre habitant·es et acteur·ices associatifs et associatives et/ou militant·es (Sbicca, 2012 ; Plouvier, 2023a) ?

Enfin, dans un contexte différent d'acceptation des minorités de genre et de sexualité et de rayonnement des quartiers homosexuels (Nash 2013 ; Ghaziani, 2014 ; Mattson 2015), il s'agira de voir comment les jeunes LGBTQ+ fréquentent ce type de quartiers, mais aussi de nouveaux lieux *queer*. Ressentent-ils/elles le besoin de les fréquenter ? Nous accueillerons volontiers les propositions revenant sur d'autres formes de traces *queer* dans l'espace, qu'il soit réel ou virtuel.

Plus largement, au sein des espaces LGBTQ+, on constate depuis plusieurs années maintenant des discriminations à l'égard des personnes racisées (Manalansan IV, 2005 ; Prieur, 2015 ; Cisneros et Bracho, 2020). En France, cela était déjà le cas dès les années 1970-90, où certains dirigeants de boîtes refusaient ouvertement des personnes noires ou arabes (Martel, 1996). Ainsi, l'installation dans les territoires périphériques de lieux *queer* suffit-elle à brouiller les frontières de race et/ou de classe ? Les propositions pourront donc s'intéresser à la place des LGBTQ+ racisé·es au sein des espaces LGBTQ+ et/ou *LGBTfriendly*, aux assignations imposées avec lesquelles elles doivent faire (exotisation, fétichisation, exclusion, ...), mais ne sont pas limitées à ces questions.

Proposition de communication

Les contributeur·trices sont encouragés à se baser sur des données empiriques, même si des propositions purement théoriques peuvent également être présentées. Les perspectives intégrant des comparaisons internationales et les propositions portant sur des terrains d'enquête en dehors de la France seront particulièrement bienvenues. Dans l'ensemble, nous accueillons volontiers les contributions qui examinent les aspects éthiques et méthodologiques inhérents à la recherche sur les individus et groupes LGBTQ+ en dehors des centres urbains. Plus largement, nous encourageons les communications qui intègrent des approches intersectionnelles, en particulier celles qui explorent les dimensions spatiales, et qui tentent d'opérationnaliser la place de l'espace.

La proposition de communication doit comporter 2 500 signes maximum (espaces compris) et présenter un titre, la problématique, le cadre théorique, la nature des supports empiriques et les principaux résultats. Vous pouvez également indiquer 5 références bibliographiques centrales dans votre proposition.

Le résumé, rédigé en français ou en anglais est à déposer sur la plateforme *Sciencesconf*, **avant le 30 avril 23h59**. Une réponse aux candidat·e·s sera donnée **au plus tard début juin 2024**.

Ces journées d'études pourront donner lieu à une publication collective. Dans ce contexte, les participant·es seront invité·es à soumettre une version écrite de leur communication d'ici **fin octobre 2024**.

Pour toute question, veuillez contacter : spatialiteslgbtqi@sciencesconf.org

Comité d'organisation

Maria Kherbouche, assistante-doctorante, Université de Genève - Institut des études genre

Axel Ravier, doctorant contractuel, Université de Lausanne - Centre en études genre ; Université de Rouen-Normandie - DySoLab, *Fellow* Institut Convergences Migrations

Comité scientifique

Marianne Blidon, maîtresse de conférences (HDR), Institut de démographie, Université Paris 1 ; **Sébastien Chauvin**, professeur associé, Université de Lausanne - Centre en études genre ; **Karine Duplan**, maître-assistante, Département de géographie et environnement, Université de Genève ; **Ilana Eloit**, professeure assistante en études de genre et des sexualités, Université de Genève - Institut des études genre ; **Colin Giraud**, maître de conférences, Crespa, Université Paris-Ouest Nanterre ; **Saba A. Le Renard**, Directeur-ice de recherche, CNRS, Centre Maurice Halbwachs ; **Mathias Quéré**, Post-doctorant, Institut Covid-19 Ad Memoriam/Institut du Genre, Université Paris-Cité ; **Marta Roca I Escoda**, Professeure ordinaire, Institut des sciences sociales, Centre en études genre, Université de Lausanne

Bibliographie indicative

AMARI S., 2018, *Lesbiennes de l'immigration*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant (Sociétés et politique en Méditerranée), 361 p.

ANNES A., 2012, « Des “gays” très “hétéros” ou comment développer une identité masculine homosexuelle quand on a grandi à la campagne », dans *Boys don't cry ! : les coûts de la domination masculine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 231-251.

ANNES A., REDLIN M., 2012, « Coming out and coming back: Rural gay migration and the city », *Journal of Rural Studies*, 28, 1, p. 56-68.

BAIN A.L., PODMORE J.A., 2019, « Challenging heteronormativity in suburban high schools through “surplus visibility”: Gay-Straight Alliances in the Vancouver city-region », *Gender, Place & Culture*, 27, 9, p. 1223-1246.

BAIN A.L., PODMORE J.A., 2021, « Placing LGBTQ+ urban activism », *Urban Studies*, 58, 7, p. 1305-1326.

BLIDON M., 2007, *Distance et rencontre : éléments pour une géographie des homosexualités*, Thèse de doctorat, Paris, Paris 7.

BLIDON M., 2008, « Jalons pour une géographie des homosexualités », *L'Espace géographique*, Tome 37, 2, p. 175-189.

BLIDON M., 2009, « La Gay Pride entre subversion et banalisation », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, 2009/2, p. 305-318.

BLIDON M., GUÉRIN-PACE F., 2013, « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays », *Sociologie*, 4, 2, p. 119-138.

BONTÉ M., 2021, « Enquêter les personnes trans en géographie. Des méthodes participatives pour répondre aux enjeux de la surétude ? », *Annales de géographie*, 742, 6, p. 47-70.

BONTÉ M., 2022, *Négocier la ville en escales : les espaces publics au prisme des expériences trans à Paris, Rennes et Londres*, Thèse de doctorat, Paris 1.

BORCHI R., 2016, « « Et le bronzage de tes fesses dessine un coeur » - Réflexions sur les expériences lesbiennes des plages », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 28.

BROWN G., 2008, « Urban (Homo)Sexualities: Ordinary Cities and Ordinary Sexualities », *Geography Compass*, 2, 4, p. 1215-1231.

- BROWN G., 2019, « From Nowhere: Provincializing Gay Life », *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, 77, p. 129-143.
- BROWN-SARACINO J., 2015, « How Places Shape Identity: The Origins of Distinctive LBQ Identities in Four Small U.S. Cities », *American Journal of Sociology*, 121, 1, p. 1-63.
- BROWN-SARACINO J., 2018, *How places make us: novel LBQ identities in four small cities*, Chicago, The University of Chicago Press (Fieldwork encounters and discoveries), 326 p.
- CATTAN N., 2012, « Trans-territoire. Repenser le lieu par les pratiques spatiales de populations en position de minorité », *L'Information géographique*, 76, 2, p. 57-71.
- CATTAN N., CLERVAL A., 2011, « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », *Justice spatiale = Spatial justice*, 3, p. <http://www.jssj.org/article/un>.
- CATTAN N., LEROY S., 2010, « La ville négociée : les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, 54, 151, p. 9-24.
- CHAUNCEY G., 1994, *Gay New York: gender, urban culture, and the making of the gay male world, 1890-1940*, 2. trade paperback edition, New York, BasicBooks, 478 p.
- CHAUVIN S., 2005, « Les aventures d'une « alliance objective ». Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XXe siècle », *L'Homme & la Société*, 158, 4, p. 111-130.
- CISNEROS J., BRACHO C., 2020, « Undocuqueer Stress: How Safe are “Safe” Spaces, and for Whom? », *Journal of Homosexuality*, 67, 11, p. 1491-1511.
- CLAIR I., 2012a, « Dedans/dehors. La sexualité, une ligne de démarcation ? », *Genre, sexualité et société*, 7.
- CLAIR I., 2012b, « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », *Agora débats/jeunesses*, 60, 1, p. 67-78.
- DECENA C.U., 2011, *Tacit subjects: belonging and same-sex desire among Dominican immigrant men*, Durham, NC, Duke University Press, 309 p.
- DEPRAZ S., 2017, « Penser les marges en France : l'exemple des territoires de « l'hyper-ruralité » », *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, 94, 3, p. 385-399.
- DUGGAN L., 2002, « The New Homonormativity: The Sexual Politics of Neoliberalism », dans CASTRONOVO R., NELSON D.D. (dirs.), *Materializing Democracy*, Durham, Duke University Press, p. 175-194.
- DUPLAN K., 2022, « Toward a Queering of the Right to the City: Insights from the Tensions in LGBTIQ+ Politics in Geneva, the “Capital of Peace” », dans BLIDON M., BRUNN S.D. (dirs.), *Mapping LGBTQ Spaces and Places: A Changing World*, Cham, Springer International Publishing, p. 323-340.
- ELEFTHERIADIS K., 2018, *Queer Festivals*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 233 p.
- ELOIT, I., QUÉRÉ, M., BOUVARD, H. (dirs.), 2023, *Lesbiennes, pédés, arrêtons de raser les murs : Lutttes et débats des mouvements lesbiens et homosexuels (1970-1990)*, Paris, La Dispute, 332 p.
- ERIBON D., 1999, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard (Sciences humaines), 528 p.
- FASSIN É., 2010, « Homosexuels des villes, homophobes des banlieues ? », *Métropolitiques*.
- FILLIEULE O., 2020, « Carrière militante », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po (Références), p. 91-98.
- FOUCAULT M., 1984, « Des espaces autres. Conférence au Cercle d'études architecturales. », *Architecture, Mouvement, Continuité*, 5, p. 46-49.

- GHAZIANI A., 2014, *There goes the gayborhood?* Princeton, NJ, Princeton University Press (Princeton studies in cultural sociology), 349 p.
- GIRAUD C., 2014, *Quartiers gays*, Paris, Presses Universitaires de France (Le Lien social), 342 p.
- GIRAUD C., 2016, « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés*, 30, p. 79-102.
- GIRAUD C., 2023, « Au-delà de la visibilité urbaine. Une approche qualitative des homosexualités rurales et périurbaines », dans *Minorités de genre et de sexualité*, Aubervilliers, Ined éditions, p. 139-154.
- HMED C., 2008, « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 84, 4, p. 145-165.
- HUNTER M.A., WINDER T.J.A., 2019, « Visibility is Survival: The Chocolate Maps of Black Gay Life in Urban Ethnography », dans *Research in Urban Sociology*, Emerald Publishing Limited, p. 131-142.
- JAUNAIT A., LE RENARD A., MARTEU É., 2013, « Nationalismes sexuels ? Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes », *Raisons politiques*, 49, 1.
- JOHNSTON L., WAITT G., 2015, « The spatial politics of gay pride parades and festivals : emotional activism », *Faculty of Social Sciences - Papers (Archive)*, p. 105-119.
- KHERBOUCHE M., 2022, « La marge parmi les marges ». Mobilisations collectives LGBTQI+ en quartiers populaires, Mémoire de Master, EUR Sciences sociales du genre et de la sexualité, EHESS, 157 p.
- LEROY S., 2009, « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, 139, 4, p. 159-174.
- LOUIS É., 2014, *En finir avec Eddy Bellegueule*, Paris, Éditions du Seuil, 219 p.
- MACK M.A., 2017, *Sexagon: Muslims, France, and the sexualization of national culture*, New York, Fordham University Press, 327 p.
- MANALANSAN IV MARTINF., 2005, « Race, Violence, and Neoliberal Spatial Politics in the Global City », *Social Text*, 23, 3-4, p. 141-155.
- MATHIEU L., 2012, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant (Sociopo), 285 p.
- MATTSON G., 2015, « Style and the value of gay nightlife: Homonormative placemaking in San Francisco », *Urban Studies*, 52, 16, p. 3144-3159.
- MCCARTAN A., 2022, « Glasgow's contested LGBT pride spaces: examining dimensions of variegated homonormativities », *Social & Cultural Geography*, 0, 0, p. 1-19.
- MERABET S., 2014, *Queer Beirut*, Austin, TX, University of Texas Press, 287 p.
- MISGAV C., HARTAL G., 2019, « Queer urban movements from the margin(s) - Activism, politics, space: An editorial introduction », *Geography Research Forum*, 39, 1, p. 1-18.
- MOWLBOCUS S., 2021, *Interrogating Homonormativity: Gay Men, Identity and Everyday Life*, New York, Springer (Palgrave Studies in (Re)Presenting Gender), 247 p.
- NASH C.J., 2013, « The age of the "post-mo"? Toronto's gay Village and a new generation », *Geoforum*, 49, p. 243-252.
- PLOUVIER T., 2023a, *Questionner les spatialités homosexuelles masculines : une approche régionale et multicritère, le cas des Hauts-de-France*, Thèse de doctorat, Université du Littoral - Côte d'Opale, 402 p.

- PLOUVIER T., 2023b, « La production d'espaces rassurants en territoire hétéronormé : les spatialités queer associatives dans les villes moyennes », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 47-48.
- PODMORE J.A., BAIN A.L., 2020, « “No queers out there”? Metronormativity and the queer suburban », *Geography Compass*, 14, 9, p. 12505.
- PRIEUR C., 2015, *Penser les lieux queers : Entre domination, violence et bienveillance. Étude à la lumière des milieux parisiens et montréalais*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Sorbonne, 515 p.
- PUAR J.K., 2012, *Homonationalisme : Politiques queer après le 11 septembre 2001*, traduit par CERVILLE M., MINX J., Paris, Éditions Amsterdam, 160 p.
- QUÉRÉ M., 2018, *Qui sème le vent récolte la tapette : une histoire des groupes de libération homosexuels en France de 1974 à 1979*, Lyon, Éditions Tahin party, 152 p.
- QUÉRÉ M., 2022, « *Quand nos désirs font désordres* », une histoire du mouvement homosexuel français de 1974 à 1986, Thèse de doctorat, Toulouse, Toulouse 2.
- RAULT W., 2016, « Les mobilités sociales et géographiques des gays et des lesbiennes. Une approche à partir des femmes et des hommes en couple », *Sociologie*, 7, 4, p. 337-360.
- RAULT W., 2018, « La distance dans les relations conjugales et familiales des gays et lesbiennes », dans IMBERT C., LELIÈVRE É., LESSAULT D. (dirs.), *La famille à distance : mobilités, territoires et liens familiaux*, Paris, Ined éditions, p. 257-275.
- RAVIER A., 2022, « "It's not about surviving, it's about protecting ourselves": an exploratory field study on male homosexuality in French working-class neighbourhoods », dans BLIDON M., BRUNN S. (dirs.), *Mapping LGBTQ Spaces and Places - A Changing World*, New York, Springer.
- ROCA I ESCODA M., 2010, *La reconnaissance en chemin : l'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Thèse de doctorat, Zurich, Seismo (Terrains des sciences sociales).
- SBICCA J., 2012, « Eco-queer movement(s): Challenging heteronormative space through (re)imagining nature and food », *European Journal of Ecopsychology*, 3, p. 33-52.
- SÉGARD A., 2023, « Des îles et des lunes », *Genre, sexualité & société*, 28.
- STONE A.L., 2018, « The Geography of Research on LGBTQ Life: Why sociologists should study the South, rural queers, and ordinary cities », *Sociology Compass*, 12, 11, p. e12638.
- TISSOT S., 2018, *Gayfriendly: acception et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*, Paris, Raisons d'agir (Cours et travaux), 321 p.
- TRAWALÉ D., 2018, *L'articulation du racisme et de l'homophobie en contexte français : marginalité multidimensionnelle, subjectivations et mobilisations associatives gays noirs*, Thèse de doctorat, Paris, Sorbonne Paris Cité, 415 p.
- WAITT G., MARKWELL K., 2009, « Festivals, space and sexuality: gay pride in Australia », *Faculty of Science - Papers (Archive)*, p. 143-168.
- ZANOTTI, A., EN COURS, *Culture gay métropolitaine et écosystème des applications gays de rencontre face aux politiques publiques : Étude sur trois applications en milieu urbain et rural*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne-Nouvelle, Université de Lausanne.